

# **Assemblée générale de la FNEC FP FO de la Gironde A l'UD FO 33**

## **Résolution votée le 21 février 2013**

Les 100 militants de la FNEC FP FO 33 (PE, directeurs d'écoles, Professeurs des Lycées et Collèges, PLP, Administratifs, chefs d'établissements, AFPA, CROUS etc...) réunis en assemblée générale le 21 février 2013 :

Se félicitent du succès de la grève du 12 février 2013 sous la banderole commune FO et CGT, à Bordeaux pour :

- le retrait du décret
- l'abandon du décret de loi Peillon
- pour dire non à la régionalisation de l'enseignement professionnel

Ayant pris connaissance de l'appel du 18 février des fédérations FO, CGT, SUD etc...

soutiennent leur demande d'audience chez le ministre Peillon dans le but d'obtenir des réponses,  
le décret sur les rythmes scolaire doit être abrogé,  
le projet de loi doit être remis à plat.

Ils considèrent que c'est le mandat qui doit être adopté par l'interfédérale qui se tiendra avec la FSU le lundi 25 février 2013.

Ils rappellent les revendications suivantes suite au refus de la Ministre Lebranchu de négocier :

- Augmentation de 5% du point d'indice
- Octroi de 44 points d'indice pour tous en premier rattrapage de la perte du pouvoir d'achat
- Rémunération minimum à 120% du SMIC
- Refonte et revalorisation des grilles indiciaires, suppression de la PFR

Ils rappellent leur opposition à l'acte 3 de la décentralisation.

Ils exigent :

Le maintien des missions d'Etat attaquées chez les COP :

Nous voulons rester fonctionnaires d'état

Défense de la formation professionnelle, maintien des LP et des diplômes nationaux.

Pour l'AFPA, abrogation de la loi de 2002, l'AFPA doit rester un service public ouvert à tous les citoyens.

Ils apportent tout leur soutien à l'initiative des confédérations FO et CGT qui se prononcent contre la transposition en loi de l'accord MEDEF/CFDT sur la FLEXIsécurité, destructrice des droits des salariés.

Ils seront dans la manifestation et dans la grève le 5 mars à 11h 30 place de la République à Bordeaux.

Ils appellent les personnels de l'Education Nationale et de la culture à rejoindre le syndicalisme confédéré indépendant Force Ouvrière.

Motion votée à l'unanimité